

ACCUEIL DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ENGAGEMENT POUR LE RENOUELEMENT URBAIN DES QUARTIERS D'INTÉRÊT NATIONAL ET RÉGIONAL DE LA MÉTROPOLE DE RENNES

Monsieur le Président de la République,

Mesdames les ministres,

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Monsieur le Président de l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine,

Monsieur le directeur général,

Madame la représentante d'Action Logement,

Madame la Vice-présidente du Conseil régional,

Monsieur le Président du Conseil départemental,

Monsieur le Président de Rennes Métropole,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président de la République,

Permettez-moi de vous dire notre fierté de vous accueillir aujourd'hui, à Rennes, pour un moment fondateur.

C'est un honneur que vous faites à notre ville de venir, personnellement, engager l'État dans la rénovation de trois de nos quartiers, dont celui-ci, Maurepas-Gayeulles, où vous avez pris le temps, ce matin, de rencontrer des habitants.

Votre signature marque l'aboutissement d'un travail de longue haleine, que nous avons mené avec l'ensemble de nos partenaires locaux.

Je veux remercier les services de l'État, Monsieur le Préfet, les collectivités locales - la Région, le Département, la Métropole - ainsi que la Caisse des Dépôts et bien sûr les bailleurs sociaux, qui sont, avec nos services, les chevilles ouvrières de ce projet.

Je veux saluer aussi, pour leur accompagnement exigeant et leur soutien déterminant l'ANRU, cher François Pupponi, et Action Logement. J'y reviendrai dans un instant.

Mais la portée de cette convention d'engagement dépasse la seule ville de Rennes.

Elle marque le coup d'envoi, au plan national, de l'acte II du renouvellement urbain, que vous avez souhaité impulser, Monsieur le Président.

Je sais votre attachement à ce que la République tienne la promesse de solidarité qu'elle fait à chacun de ses territoires comme à chacun de ses enfants. Rennes s'est voulue, à vos côtés, aux avant-postes de cette bataille pour l'égalité.

Nous avons été les premiers à signer un protocole de préfiguration. C'était en 2015. Depuis, deux ans de travail nous ont permis d'enrichir, d'affiner notre projet et de réunir des niveaux très importants de co-financement locaux.

Nous serons les premiers, parmi les 200 quartiers d'intérêt national, à nous engager, par cette signature, dans la deuxième génération des conventions de l'ANRU.

Il y avait urgence à agir.

Rennes est à un tournant de son développement. Vous le rappelez souvent, Monsieur le Président de Rennes Métropole, nous changeons d'échelle. Nous entrons dans une nouvelle décennie.

Nous sommes la deuxième métropole, au plan national, pour la croissance démographique. Nous sommes très régulièrement sur le podium des territoires les plus attractifs.

À partir du 2 juillet, nous franchirons encore un cap en devenant une ville TGV, reliée à Paris en moins d'1h30.

Dans ce développement, nous ne pouvons pas accepter que certains de nos quartiers soient frappés par des relégations, soient minés par des stigmatisations qui les laissent au bord du chemin.

Nous nous sommes saisis de l'opportunité de la relance de la politique de la ville, à travers la loi de programmation de 2014, pour imaginer une transformation globale, profonde de ces quartiers.

Nous nous sommes appuyés sur le formidable réservoir d'énergies et de talents qu'ils recèlent, malgré le cumul des difficultés. Nous avons recueilli la parole des habitants, des associations et nous continuerons à le faire.

Parce que c'est la considération que nous leur devons. Parce que c'est aussi avec cette exigence que nous participons au combat contre le populisme, qui n'a pour programme que le rejet.

C'est à nous d'avoir confiance dans l'expertise des habitants, si nous voulons que les citoyens aient confiance dans nos institutions.

C'est avec cette conviction chevillée au corps que nous faisons le pari d'une démocratie en continu, qui donne aux Rennais, à travers notamment le budget participatif, le pouvoir de proposer et de décider, eux-mêmes, aux côtés des élus, des projets pour leur ville.

Grâce à eux et grâce au soutien décisif de tous les partenaires, dans les dix prochaines années, plus de 500 millions d'euros seront investis pour faire des Gayeulles, du Gros-Chêne, du Blosne des symboles de la ville que nous voulons.

Une ville de mixité sociale.

3 000 logements seront rénovés, autant seront construits pour attirer de nouveaux ménages. Avec la volonté de préserver la vocation populaire de ces quartiers qui jouent un rôle d'accueil essentiel, à l'échelle de la Bretagne.

Nous construirons aussi de nouveaux équipements publics, à l'image du Conservatoire de musique. Ces gestes d'architecture changeront le regard porté sur ces quartiers et donneront une fierté à leurs habitants.

Nous ferons aussi de ces trois quartiers des emblèmes de notre qualité de ville.

Par la rénovation des rues et des places. Par l'aménagement de squares et de jardins. Surtout, nous décroisonnerons ces quartiers, grâce au métro. Nous serons fidèles à la « révolution urbaine » qu'Edmond Hervé avait impulsée, il y a vingt ans maintenant, avec la première ligne.

Nous en ferons, enfin, des visages de notre dynamisme.

La politique de la ville n'a pas de sens, si elle n'est pas, aussi, une politique de l'emploi.

Nous favoriserons l'implantation d'activités, de commerces, de services. Mais dès aujourd'hui, grâce aux clauses d'insertion sociale, grâce à notre plan emploi quartier, ces chantiers permettent aux habitants de reprendre pied sur le marché du travail.

L'objectif qui nous guide est de donner de nouveaux droits, d'ouvrir de nouveaux accès, de permettre à tous les citoyens, notamment les plus modestes, d'être davantage acteurs de leurs parcours.

Ce sont les prédestinations sociales, le sentiment que tout serait écrit à l'avance, qui nourrissent la désespérance dans nos quartiers.

La République, au contraire, c'est le refus de toute assignation de destin. Nous plaidons, à Rennes, pour un changement de paradigme.

En réorientant aujourd'hui toutes nos politiques locales, de la santé à la sécurité, de l'éducation à la culture, jusqu'à la lutte contre les discriminations, nous voulons qu'elles ne s'inscrivent plus seulement dans le

registre de la correction des inégalités, mais qu'elles se déploient aussi, en amont, dans la prévention des ruptures.

C'est cette philosophie qui nous guide dans l'expérimentation de ce que nous appelons le loyer unique dans le parc social, qui a été rendue possible par la loi Égalité et Citoyenneté.

L'objectif, travaillé avec les bailleurs, est que chaque quartier, chaque commune de la métropole soit accessible à tous les ménages, quels que soient leurs niveaux de ressources. Grâce à une règle simple, mais juste : un même logement, un même loyer.

Nous pourrions garantir, comme cela, aux ménages les plus modestes une liberté résidentielle et nous assurerons, dans la durée, une mixité réelle dans nos quartiers.

Ce sera une étape nouvelle du modèle rennais de l'habitat. Il nous permet, via le PLH, de déployer un effort considérable de construction de logements diversifiés et de rééquilibrage de l'offre sociale sur tout le territoire métropolitain.

Voilà, Monsieur le Président de la République, Mesdames et Messieurs, ce qui s'accomplit aujourd'hui à Rennes. Voilà ce que nous réussissons, grâce - je veux le redire - à l'appui et au soutien exceptionnel de l'ANRU et de l'État.

Jamais nous n'avons disposé d'autant de moyens pour redonner des perspectives à nos quartiers populaires. Ils sont aujourd'hui, pour certains, au centre de l'attention de notre pays pour la colère qui s'y exprime.

Beaucoup a été fait, depuis cinq ans, des contrats de ville aux emplois d'avenir, de la garantie jeune aux créations de poste dans les réseaux d'éducation prioritaire. Nous en avons vu concrètement les effets positifs, ici à Rennes.

Mais une attente forte s'exprime, pour rénover des quartiers qui ne l'avaient pas été lors du premier PNRU. Leurs habitants attendent que la République soit là et qu'elle leur dise qu'ils sont, non pas un problème pour notre pays, mais une chance pour la France.

C'est cet espoir qui s'accomplit aujourd'hui.

Alors pour tout cela, merci encore.

Merci de votre soutien, Monsieur le Président de la République.

Vous pouvez compter, en retour, sur la mobilisation de toute une ville, qui croit en l'égalité et qui, dès aujourd'hui, avec la plus grande détermination, la met en œuvre.